



PERMANENT REPRESENTATION OF ESTONIA
TO THE UN AND OTHER INTERNATIONAL
ORGANISATIONS IN GENEVA

 Permanent Mission
of Austria to the
United Nations in Geneva

 **Costa Rica**
MISIÓN PERMANENTE EN GINEBRA



Wallonie-Bruxelles
GÈNÈVE



KINGDOM OF BELGIUM
diplomatie.belgium.be



UK Mission
Geneva



Permanent Mission of Finland
Geneva




Canada

Un événement pour commémorer la Journée mondiale de la liberté de la presse :

**PROTECTION DES JOURNALISTES EN EXIL :
LA RÉPRESSION TRANSNATIONALE, UNE MENACE CROISSANTE
POUR LA LIBERTÉ DES MÉDIAS**

5 mai 2026, 11h – 12h30, Palais des Nations (salle XI), Genève

1. CONTEXTE

Cette année, la Journée mondiale de la liberté de la presse est organisée sous le thème : « *Façonner un avenir en paix : promouvoir la liberté de la presse pour les droits humains, le développement et la sécurité.* » Ce thème souligne le rôle essentiel d'un média libre, indépendant et pluraliste dans le maintien de sociétés pacifiques, justes et inclusives.

Ces dernières années, les journalistes ont été confrontés à des menaces de plus en plus complexes et évolutives, tant en ligne que hors ligne.

Des médias libres, indépendants, divers et pluralistes jouent un rôle vital dans le soutien à la démocratie et dans la responsabilisation de ceux qui sont au pouvoir. L'espace civique se réduit, et les tendances autoritaires gagnent du terrain, laissant de nombreux journalistes sans autre option que de quitter leur pays d'origine.

Parmi les menaces auxquelles les journalistes sont confrontés, la répression transnationale (RTN) est apparue comme un phénomène croissant et profondément préoccupant. La RTN, comme expliqué dans [une note publiée par le Haut-Commissariat des Nations Unies aux droits de l'homme \(HCDH\) en juin 2025](#), fait référence à des actes menés ou dirigés par un État, ou par ses relais, afin de dissuader, réduire au silence ou punir la dissidence, la critique ou le plaidoyer en faveur des droits humains à son encontre, exprimés depuis l'extérieur de son territoire. Ces actes ciblent souvent des acteurs de la société civile à l'étranger, y compris des journalistes, des défenseurs des droits humains et des lanceurs d'alerte, ainsi que leurs familles ou associés restés dans les pays d'origine.

Les journalistes en exil sont particulièrement à risque, comme l'a souligné la Rapporteuse spéciale sur la liberté d'opinion et d'expression dans un [rapport](#) publié en avril 2024. Bien que la relocalisation vise souvent à assurer leur sécurité, beaucoup continuent de faire face à des intimidations, des menaces contre les membres de leur famille, des détentions arbitraires, des restitutions, et, dans certains cas, des disparitions forcées, des enlèvements, des condamnations par contumace ou des assassinats. Des cadres juridiques tels que l'extradition ou les mesures de lutte contre le terrorisme sont souvent utilisés pour faire taire les journalistes. Ces pratiques créent un effet dissuasif qui porte atteinte à la liberté d'expression à l'échelle mondiale.

Les technologies numériques ont considérablement élargi la portée et la sophistication de la RTN. Des campagnes de harcèlement en ligne, des violences fondées sur le genre en ligne, des menaces de mort, le doxing, des campagnes de diffamation, la désinformation et la surveillance illégale sont utilisées par les États d'origine pour surveiller, intimider et réduire au silence les journalistes à travers les juridictions. Des sites internet sont bloqués afin d'empêcher les personnes dans le pays d'origine d'accéder à des informations fiables.

Entre autres, la [Coalition pour la liberté des médias](#) (MFC) a accordé une grande attention à la question des refuges sûrs pour les journalistes à risque. Le [Groupe de haut niveau sur la liberté des médias](#), en 2020, a formulé une série de recommandations à l'intention des pays membres de la MFC, la principale étant la création d'un visa d'urgence pour les journalistes à risque. Cela a été suivi par plusieurs ajustements importants des cadres existants des États pour la relocalisation sûre.

Malgré la reconnaissance croissante de la RTN, les réponses restent fragmentées. Les mécanismes de protection nationaux et internationaux existants ne parviennent souvent pas à répondre adéquatement à la nature transfrontalière de ces violations. Un renforcement de la coopération, de la responsabilisation et des mesures préventives est nécessaire pour garantir que les journalistes puissent exercer leur travail en toute sécurité, quel que soit leur lieu de résidence.

Dans ce contexte, le HCDH et l'Estonie, avec l'Autriche, le Canada, le Costa Rica, la Délégation Wallonie-Bruxelles et le Royaume de Belgique, la Finlande, la Sierra Leone et le Royaume-Uni, organiseront une table ronde à Genève pour commémorer la Journée mondiale de la liberté de la presse, approfondir la compréhension et identifier des réponses concrètes à la répression transnationale visant les journalistes.

2. OBJECTIFS

L'événement vise à :

- Sensibiliser à l'ampleur et à la nature évolutive de la répression transnationale contre les journalistes, y compris ses formes numériques et physiques;
- Mettre en lumière les implications en matière de droits humains, en particulier en ce qui concerne la liberté d'expression, le droit à la vie privée et la protection des journalistes;
- Identifier les lacunes et les défis des cadres nationaux, régionaux et internationaux existants traitant de la RTN;
- Identifier des mesures pour lutter contre l'impunité des répressions transnationales
 - Partager les bonnes pratiques et les réponses politiques, y compris les mesures de protection pour les journalistes en exil;
- Favoriser le dialogue et la coopération entre les États, les entités des Nations Unies, la société civile et les autres parties prenantes;
- Contribuer aux discussions internationales en cours, notamment au sein du Conseil des droits de l'homme, sur le renforcement des protections contre la répression transnationale.

3. AGENDA

Modération par le HCDH

Remarques d'ouverture par les co-sponsors et le HCDH

Mise en contexte

- M. Andrea Cairola, Spécialiste principal de programme, Section liberté d'expression et sécurité des journalistes, UNESCO
- Mme Irene Khan, Rapporteuse spéciale des Nations Unies sur la liberté d'opinion et d'expression
- M. Yauhen Merkis, journaliste biélorusse

Table ronde

- Mme Grażyna Baranowska, Vice-Présidente du Groupe de travail des Nations Unies sur les disparitions forcées ou involontaires
- Dr Silke Voß-Kyeck, Chercheuse associée, Institut allemand des droits de l'homme
- Professeur Can Yeginsu, Vice-président du Groupe d'experts juridiques de haut niveau sur la liberté des médias
- Mme Fiona O'Brien, Directrice régionale pour l'Europe et l'Asie centrale, Comité pour la protection des journalistes (CPJ)

- Mme Joanna Szymańska, Responsable des programmes et de la stratégie pour l'Europe, Article 19
- Mme Benthe Priester, Chargée des politiques et du plaidoyer, Free Press Unlimited (FPU)

Discussion interactive

4. RÉSULTATS ATTENDUS

L'événement devrait :

- Renforcer la sensibilisation et la visibilité de la répression transnationale en tant que menace majeure et croissante pour la liberté de la presse;
- Faire progresser une compréhension commune de la manière dont les formes numériques et physiques de répression s'entrecroisent au-delà des frontières;
- Identifier des recommandations concrètes pour améliorer les mesures de prévention, de protection et de responsabilisation;
- Promouvoir une coordination renforcée entre les États, les mécanismes des Nations Unies et les acteurs de la société civile;
- Alimenter les processus en cours, y compris les discussions du Conseil des droits de l'homme et les initiatives futures liées à la sécurité des journalistes;
- Contribuer à l'agenda plus large de la Journée mondiale de la liberté de la presse, en renforçant le lien entre liberté de la presse, droits humains, développement et paix.